

2019-UNAT-948Corr.1, Bezziccheri

Décisions du TANU ou du TCNU

En tant que question préliminaire, en réponse à la demande de mesures provisoires de l'appelant, dans laquelle elle a demandé que le Secrétaire général ait respecté le jugement de l'UNT à mesure qu'il n'avait pas été en appel, inatter demandé avant UNT. Sur la requête de l'appelant pour faire preuve d'affirmation et de preuves, Unat a noté que l'appelante complétait son appel et a rejeté la requête. Sur le fond, Unat a jugé que l'appel était limité à la demande d'indemnisation supplémentaire, conformément au document de la procuration de l'appelant, et que toutes ses autres réclamations n'étaient pas à recevoir. Sur l'affirmation de l'appelant selon laquelle le jugement n'avait pas fixé la rémunération en ligne comme alternative à l'annulation, Unat a jugé qu'il n'était requis que lorsque la décision administrative contestée concernait la nomination, la promotion ou la résiliation et qu'il n'y avait donc aucune erreur et l'appel de l'appelant sur la question doit échouer. Sur la réclamation de l'appelant de performances spécifiques sous forme de paiement de congés de maladie qui n'avaient pas été épuisés, Unat a jugé que la réclamation avait échoué. Sur les autres réclamations de l'appelant, y compris la demande d'augmentation du montant des coûts accordés, Unat a jugé que l'appelant n'a pas établi d'erreurs de droit ou de fait conduisant à une décision manifestement déraisonnable de l'UNDT. Unat a jugé qu'il reporterait à UNT le montant des coûts accordés. Unat a pris note de la récente émission ST / AI / 2019/1 sur la résolution des litiges relatifs aux déterminations médicales qui se sont produites après la délivrance d'un jugement UND et ont recommandé que l'administration examine son applicabilité à la situation de l'appelant, car l'affaire est restée non résolue. UNAT a rejeté l'appel et a confirmé le jugement de l'UND.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur a contesté la décision de ne pas la recommander pour examen pour une prestation d'invalidité de la part du TNUSPC. UNT a annulé la décision au motif qu'il était illégal, car la décision reposait sur le rapport d'un examen médical

indépendant, qui, selon lui, résulte de procédures illégales. Undt a noté qu'il y avait une carence dans le régime réglementaire car il n'y avait pas de mécanisme pour traiter le désaccord des parties sur la composition du conseil médical et les coûts exceptionnellement attribués de 5 000 USD au requérant pour la carence ont abouti à une procédure longue et abusive même si elle n'a pas été attribuer des dommages-intérêts à lui.

Principe(s) Juridique(s)

Sauf lorsqu'une décision administrative annulée concerne la nomination, la promotion ou la résiliation, il n'y a aucune obligation pour undt ou unat d'établir une rémunération in-lieu comme alternative à l'annulation.

Résultat

Appel rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Bezziccheri

Entité

ONUDC

Numéros d'Affaires

2019-1244

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

10 Jan 2021

President Judge

Juge Knierim

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Prestations et droits

Congé de maladie

Compensation

Indemnité compensatoire

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU)

Invalidité

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/2005/3/Section 3.2
- ST/IA/2019/1/Section 4.3

Statut du personnel

- Disposition 6.2(j)
- Disposition 6.2(k)
- Disposition 6.2(k)(iii)

TANU Règlement de procédure

- Article 18.1

TANU Statut du Tribunal

- Article 10.5(a)
- Article 2.5
- Article 8.3
- Article 9.1(a)

TCNU Statut

- Article 11.3
- Article 12.4

Jugements Connexes

UNDT/2019/012

2010-UNAT-044

2010-UNAT-035

2018-UNAT-824

2016-UNAT-693